



## Impact de l'Extrémisme Violent AU Mali ET DANS LE DELTA CENTRAL

Yida Seydou Diall

Chercheur sur les questions d'extrémisme violent au Sahel Central

Depuis le retour des groupes djihadistes dans la région de Mopti depuis 2015, ils ont imposé une gouvernance qui fait souffrir les populations de la région. Ce modèle de gouvernance était jusque-là méconnu de la population qui a subi des impacts négatifs. La situation sécuritaire au Mali est complexe et profondément délétère plus particulièrement le centre du pays à cause des groupes armés terroristes. En l'absence de l'État, les groupes armés d'autodéfense se multiplient pour assurer leur propre sécurité, alimentant également le conflit à caractère communautaire dans certaines parties du pays, et notamment le Centre.

### Terrorisme séparatiste

La Katiba Macina est le plus important mouvement séparatiste au Mali. Sa gouvernance se base sur une organisation très bien structurée. D'abord dans chaque localité, la Katiba est représentée par un chef de markaz, sorte de sous-gouverneur qui a le commandement dans le ressort géographique. Toutes les décisions importantes sont prises à son niveau. C'est lui qui a le dernier mot dans les affaires des procès et de la magistrature. Il désigne les éléments chargés de recueillir les Zakats. A son tour, il fait un compte rendu à Amadou Koufa, chef suprême de la Katiba Macina. Dans chaque markaz, il y a un chef d'état-major qui s'occupe des combattants, une police islamique qui veille sur la bonne application de la charia et un comité de deux à trois personnes chargé de l'alimentation de tout le personnel. Cet appareil d'administration et d'organisation a un impact direct sur la vie des populations qui vivent dans le delta.

La Katiba Macina a développé, depuis 2017, une stratégie d'expansion et de contrôle territorial des zones et en particulier les zones les plus difficilement accessibles, c'est à dire les régions inondées du delta. Le groupe mène une stratégie d'exécution ciblée et d'enlèvement des représentants de l'État et des notables y compris les religieux ou les collaborateurs suspectés d'avoir donné des informations aux autorités maliennes.

Depuis 2018, les tensions causées par l'extrémisme violent se sont transformées en conflits entre les communautés, lesquelles se livrent à des tueries, des exécutions sommaires, des violences sexuelles, et des destructions de villages.

De nombreux groupes armés extrémistes ont suivi l'exemple de la brigade Masina en s'emparant de terres et en essayant de gagner la confiance de la population. L'absence de l'État permet aux radicaux de s'implanter dans le delta et de radicaliser le plus grand nombre des jeunes dans la région.

### **Dégradation de la situation**

Cette situation difficile et complexe a suscité des jugements à l'encontre de certaines communautés indexées d'être proches des groupes radicaux par leur appartenance ethnique plus particulièrement (les Peuls) en subissant des arrestations arbitraires de part et d'autre par les forces armées maliennes (FAMAS). Ces campagnes n'ont pas aidé à endiguer le recrutement des jeunes par les organisations terroristes, au contraire, la situation a empiré.

Des telles situations rendent encore plus complexe la crise sécuritaire d'où les relations entre communautés deviennent électriques, c'est la méfiance totale et personne ne fait confiance à l'autre bien que leurs intérêts mutuels quotidiens soient interdépendants.

Coincée entre les actions des groupes terroristes armés et les réactions du gouvernement et des (FAMAS), la population souffre, et la situation s'aggrave et se complexifie à mesure que l'intensité des actions et des réactions des deux côtés augmente. À titre d'exemples, prenons les deux cas de (Dialloubé et Toguere Coumbé) qui ont subi des embargos des radicaux, en 2018, sous le prétexte que les populations étaient des informateurs potentiels des (FAMAS) et de l'État. Les populations de ces deux localités disposant de revenus fragiles et dont certaines vivent de la brousse, ont subi un calvaire total et cela a eu un impact négatif sur le plan économique mais aussi sur le plan de la cohabitation. Les communautés Peuls étaient étouffées et n'osaient dire un mot, parce que ceux-là qui ont imposé l'embargo sont des Peuls et donc c'est l'amalgame total.

### **Répercussions négatives**

La région de Mopti est contrôlée en grande partie par les groupes radicaux et des groupes d'autodéfense avec son corollaire de contrôles irréguliers, d'intimidations, d'assassinats ciblés d'enlèvements.

L'extrémisme violent a eu un grand impact sur les populations au centre car le tissu social fut déchiré, l'ampleur de la situation a provoqué du coup l'arrêt de toutes les transactions intercommunautaires. La fermeture des écoles, les foires hebdomadaires ne sont plus fonctionnelles comme avant, cette situation a engendré des mouvements de populations dont le nombre s'agrandit de jour en jour. Les cas d'enlèvements sont fréquents ainsi que les assassinats ciblés dus à des règlements de compte ou des raisons personnelles. D'autres personnes sont dans la contrainte de rentrer chez eux par peur de se faire prendre.

Dans le plateau dogon, c'est la chasse aux Peuls et parfois même un Peulh qui travaille dans l'humanitaire n'est pas autorisé à accéder à certaines zones à cause de son appartenance ethnique. Dans la zone inondée, telle n'est pas le cas, les groupes radicaux sont allergiques à des nouvelles têtes par peur que celles-ci soient des agents infiltrés pour fournir des informations aux (FAMAS) et aux forces étrangères. Une telle situation entrave l'accès humanitaire et les ONG ne parviennent pas à accéder à ces zones pour aider les populations qui vivent dans la plus grande précarité.

La situation est très complexe et les incidents sécuritaires sont très fréquents dans la région. Les impacts du radicalisme dans le delta intérieur du Niger sont entre autres: La restriction du déplacement des populations, la stigmatisation de la communauté Peul le nonaccès des humanitaires librement aux communautés, les enlèvements fréquents des responsables par les radicaux, le déplacement des bras valides vers les zones urbaines.

Partout dans le delta, les écoles sont fermées et les jeunes qui ne partent en exode rejoignent les groupes terroristes. Tout ce qui symbolise l'État est leur ennemi juré sauf les agents de santé, quelques maires et certaines ONG humanitaires. Toutes les écoles sont presque incendiées. L'extrémisme violent est un vecteur qui a freiné le développement du delta central. Les enseignants sont menacés de mort par les terroristes et certains parmi eux ont été victimes d'enlèvement. En 2019, des enseignants ont été enlevés dans la commune korombana. L'école fondamentale de Dialloubé a été incendiée juste après les élections législatives en 2020.

Dans les villages sous embargo, les gens ont été empêchés d'aller labourer leurs champs. Même les femmes et les petites filles se sont vues interdites d'aller chercher du bois pour faire la cuisine. Les populations de ces villages ont été interdites d'aller vers les foires des villages voisins. Les radicaux ont imposé l'impôt obligatoire à toutes les populations et dans tous les secteurs, agriculture, élevage et

pêche. Cet impôt est appelé Zakat. La présence extrémiste a beaucoup impacté le lien social dans la région de Mopti. Personne n'a confiance à l'autre, avant de dire quoi que ce soit, tu regardes de gauche à droite ainsi que les personnes en face de toi. Beaucoup de fêtes coutumières ont été interdites par les radicaux. Les griots ne peuvent plus animer les mariages et les baptêmes. La gestion de toutes les affaires sont entre les mains des extrémistes. En cas de différend entre les membres de la population, les gens ne partent plus devant les juges à Mopti. Tout est géré sur place par les extrémistes. Par la peur d'être tué, personne n'ose amener son affaire devant les juges, ni la gendarmerie.

Le phénomène a provoqué d'une part le recul de l'économie au Centre du Mali, le tourisme étant un élément important de cette zone géographique du Mali, et d'autre part, la perte du contrôle d'une grande partie du territoire par l'État. Le contexte humanitaire reste préoccupant car les populations subissent les effets cumulés du déficit de rendements agricoles et de la crise sécuritaire, ce qui les rend plus vulnérables.